

# CONTEXTE

## « En cas de Brexit, l'Europe perd 50 % de sa pertinence historique », selon Pascal Lamy

14 juin 2016 à 15 h 52 — [Clémentine Forissier \(/equipe/clementine-forissier-6.html\)](#)

L'ancien président de l'OMC, impliqué dans la campagne au Royaume-Uni pour le maintien du pays dans l'UE, estime que ceux qui, comme Boris Johnson, plaident pour un Brexit, jouent l'émotion contre la raison.

On peut espérer une chose : que Napoléon ait raison. Ce peuple de « boutiquiers », comme l'empereur français qualifiait les Britanniques, finira-t-il par choisir le pragmatisme et voter pour le maintien du pays dans l'UE jeudi 23 juin ? Rien n'est moins sûr, analyse, l'ancien président de l'OMC Pascal Lamy, jeudi 9 juin, devant quelques journalistes.

Depuis plusieurs mois, celui qui a aussi été commissaire européen au Commerce s'est mis au service du 10 Downing Street pour tenter de convaincre les citoyens britanniques de voter pour le « remain ».

Impliqué dans un dispositif huilé par les équipes du Premier ministre David Cameron, Pascal Lamy, président emeritus de l'institut Jacques-Delors, juge cependant la campagne des antiBrexit « très mauvaise », ces derniers ayant refusé d'élaborer un discours pro-européen.

En face, les partisans d'une sortie du Royaume-Uni jouent une partition inverse.

Chantre de la sortie de son pays de l'UE, l'ancien maire de Londres Boris Johnson est « l'équivalent de Laurent Fabius en 2005 », ironise Pascal Lamy. « C'est l'émotion contre la raison. Johnson ambitionne d'être le calife en cas de Brexit. Et, comme Fabius en 2005, la veille au soir, il ne savait pas s'il serait pour ou contre. »

### La moitié du miracle se dissipe

« Le problème est que l'Europe d'aujourd'hui existe beaucoup plus que nous ne voulons bien le penser. La situation actuelle est typique de la discordance entre ce que l'on vit et ce que l'on fait », ajoute-t-il.

« Si le Royaume-Uni sort de l'UE, l'Europe perd 15 % de son poids économique mondial, 30 % de sa capacité diplomatique, 40 % de sa capacité militaire, et 50 % de sa pertinence historique. Pour le reste du monde, il y a deux miracles en Europe : l'Allemagne et la France ne se font plus la guerre, et les Britanniques en font partie. »

Pascal Lamy rejette la thèse de la désintégration de l'UE en cas de Brexit, tout en reconnaissant « qu'on n'en sait rien ». Quoi qu'il en soit, la sortie mène à une « catastrophe ».

Croire que le Royaume-Uni sera en position de force, en cas de sortie de l'UE, pour négocier la nature de ses relations avec les Européens, est une illusion :

« Que va-t-il négocier ? Que pourra-il donner aux autres ? Le pays ne va pas fermer son économie. Il a zéro à offrir, car c'est déjà offert. Il ne va pas remettre de droits de douane : comment l'expliquer aux consommateurs britanniques ? L'UE a un tarif extérieur commun, si les Britanniques sortent, eh bien ils sortent, c'est tout. La City sera affaiblie, surtout si Francfort s'y met. » Fermez le ban.

### Aucune réaction « décisive »

Même si un très grand nombre de pays européens estiment que, quel que soit le résultat du référendum, la construction de l'UE est à repenser, l'ancien commissaire européen, encore très influent à Bruxelles, n'attend rien de concret dans l'immédiat. La France et l'Allemagne réagiront, c'est certain, mais, dans les faits, ne feront « rien de décisif ».

« Il ne va rien se passer sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire, car cela nécessiterait de "malaxer" de la politique intérieure, or, Angela Merkel et François Hollande sont à l'aube d'échéances électorales. »

Il faut en revanche s'attendre à « une déclaration plus ou moins contraignante sur la politique étrangère et la sécurité commune ». Berlin étant prêt à avancer dans ce domaine.

@cforissier (<https://twitter.com/cforissier>)